

Signification internationale de la bataille laïque, par Marceau Pivert

Paru dans la Revue socialiste (mai 1955) et en brochure (Société d'éditions du Pas-de-Calais).

Il suffit de jeter un regard sur ce qui se passe en de nombreux pays autour des institutions scolaires ou dans le mouvement ouvrier pour découvrir le caractère international d'une stratégie politique très cohérente de la part de l'Église romaine. Notre ami Deixonne a bien marqué ici même la virulence des infiltrations cléricales dans tous les domaines de la République française, qui pourtant, par définition, est une République laïque, qui ne devrait reconnaître ou subventionner aucun culte. Mais à cette menace parfaitement calculée, et qui développe son offensive sur le plan international, est-il bien sûr que tous les socialistes soient disposés à opposer une autre stratégie, non moins cohérente, et s'inspirant aussi, dans tous les domaines, des conceptions fondamentales du socialisme international ? Nous nous proposons de fournir ici quelques munitions pour permettre à nos militants et sympathisants de répliquer avec toute l'efficacité désirable. Une expérience, en France, vient de nous apporter des éléments d'information décisifs, et que personne ne pourra plus effacer des mémoires : l'Assemblée Nationale élue en 1951 et qui devrait être renvoyée devant les électeurs l'an prochain est l'une des plus réactionnaires, dans sa composition et dans son orientation, que la France n'ait jamais eue. Dès son installation, on a vu au minimum 310 députés s'acharner à démolir la législation scolaire républicaine ; refuser des crédits pour l'enseignement public, et subventionner l'école libre ; accorder des bourses nationales aux élèves de l'enseignement secondaire privé, puis des allocations aux écoles primaires privées ; puis des bourses nationales à l'enseignement supérieur privé ; puis à l'enseignement agricole privé ; puis aux écoles maternelles privées ; puis aux cours complémentaires privés ; les allocations furent augmentées. Et le personnel enseignant a dû faire une grève générale, le 23 mars, pour protester contre la prétention de la même majorité cléricale de démanteler les services de l'Éducation nationale, en refusant les crédits pour l'enseignement agricole, mais en confiant cet enseignement à des maîtres privés « *en accord avec la profession* » ... Le dessein est évident.

On a quelquefois reproché aux socialistes la loi électorale et les « *apparetements* » qui sont à l'origine de cette situation ; mais les chiffres montrent que, sans apparetements, les deux extrêmes totalitaires ayant eu plus de députés (le R.P.F. et le P.C.F.), il y aurait eu entre 300 et 325 voix réactionnaires pour entreprendre la même offensive. La responsabilité est ailleurs : elle est naturellement en premier lieu dans le corps électoral lui-même ; mais elle est aussi dans l'attitude du M.R.P., parti équivoque en qui trop de socialistes semblent encore avoir confiance ; c'est lui qui, après avoir accepté de se faire élire contre la menace totalitaire, c'est-à-dire dans le respect des institutions démocratiques fondamentales, a mené l'agression en plein accord avec la pire réaction cléricale, et, pour commencer, contre l'école laïque ; la lutte sur les deux fronts pour la défense des libertés républicaines était ainsi remplacée par la volonté de l'Église, qui mobilisait toutes ses forces, par une véritable trahison, au service de la réaction ; c'est pourquoi on pouvait à la rigueur, dans la situation difficile de 1947 à 1951, parler de « *statu quo* ». Mais aujourd'hui avec d'ailleurs toutes les autres caractéristiques de la politique réactionnaire que le pays a dû subir, avec les massacres d'Indochine ou les ratissages de Tunisie, ou la stagnation de l'économie, ou l'inconsistance et la servilité de la politique internationale de la France, il n'y a pas d'autre attitude possible que la contre-attaque générale. Le choix même du premier objectif : attaque contre le caractère laïque de l'État et de l'École, est pour nous plein de signification. On ne sera donc pas surpris de nous voir retourner aux sources d'une explication du phénomène. Personne, et le M.R.P. moins que toute autre organisation, puisqu'il nous a fait comprendre que quelque chose, pour lui, est plus important que

les institutions républicaines fondamentales, ne s'étonnera de nous voir en tirer toutes les conséquences : au surplus, lors de sa magnifique résistance, le Groupe parlementaire socialiste a bien averti les responsables de ce genre d'opération. Mais l'analyse qui va suivre nous paraît absolument nécessaire, car on n'a pas perdu, dans certains milieux, malgré tout, le désir de ramener le socialisme démocratique au rang d'auxiliaire bénévole d'une vaste entreprise de sauvetage du système social contre lequel il s'est fondé. On parle ouvertement dans certaines revues d'un « *travailleurs européen* » composé de la démocratie chrétienne et du socialisme démocratique. On oppose spirituellement la « *néo-gauche* » à la « *gauche ancienne manière* », celle qui ne se résigne pas à « *couper la barbe de Karl Marx* ». Ces rêves insensés prennent consistance dans la mesure, précisément, où des forces sociales internationales celles de l'impérialisme capitaliste et de la conservation sociale la plus caractérisée, les alimentent de leur idéologie et de leurs subventions. C'est pourquoi nous croyons devoir alerter tous les militants syndicalistes et socialistes sur la signification exacte de l'offensive cléricale par rapport à une orientation évidente de la politique internationale. Nous avons déjà entendu des affirmations curieuses à ce sujet : la laïcité, après tout, n'était pas un sujet de premier plan ; des impératifs (c'est le cas de le dire) de politique étrangère devaient passer avant ce genre de préoccupation, etc... La vigilance critique de tous est ici sollicitée : nous croyons quant à nous que l'offensive cléricale et la volonté d'union sacrée internationale, c'est-à-dire d'intégration de la classe ouvrière socialiste dans un camp impérialiste sont les deux aspects complémentaires d'une même stratégie contre-révolutionnaire. Dans les deux cas, c'est le même attentat contre l'autonomie de l'action de classe du prolétariat international ; c'est la rupture avec cette affirmation permanente du socialisme et du syndicalisme : l'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. Dans le premier cas, laïcité, il s'agit de persuader les exploités qu'ils doivent se ranger sous la bannière d'une Église; dans le deuxième cas, il s'agit de les convaincre qu'ils doivent s'aligner sur une puissance militaire protectrice. Il suffit d'ailleurs de lire certaines récentes invocations du Président Eisenhower nous invitant à « *revenir à Dieu* » (discours devant l'American Legion, 20 février) ou celle du nouveau Président — M.R.P. — de l'Assemblée Nationale, plaçant celle-ci sous la même invocation, pour se rendre compte des raisons, et aussi des inquiétudes, qui préoccupent les classes dominantes : comme au cours de toutes les grandes crises, le « *retour à Dieu* » est apparu comme la suprême ressource ! Mais voyons déjà les faits tels qu'ils se présentent.

LES FAITS PARLENT D'EUX-MÊMES.

Les intentions de l'Église romaine ne sont nullement mystérieuses : partout où elle le peut, elle contrôle la société civile, les phases de la vie, naissance, mariage, mort, et surtout l'éducation... Voyez l'Espagne et voyez l'Italie. Partout où elle a dû céder du terrain, elle cherche à le reconquérir. En Allemagne, l'Église catholique est l'un des soutiens les plus ardents du chancelier Adenauer; en Belgique, elle a profité de son passage au pouvoir, de 1950 à 1954, pour se tailler la part du lion dans le budget : de 1.944 millions de francs belges, les subventions à l'enseignement libre sont passées, en 1955, à 3.203 millions ; le gouvernement actuel, socialiste-libéral, a eu la « *malencontreuse* » idée de diminuer de 500 millions ces crédits, et surtout d'affirmer que l'Etat a le devoir de créer un enseignement public à tous les degrés. C'en est trop : le cardinal Van Roey, archevêque de Malines et primat de l'Église belge, a failli provoquer la guerre civile. Il y a 940.000 élèves dans les écoles privées et 690.000 dans les écoles publiques : les cléricaux accusent le projet Collard d'être « *totalitaire* ». Il a fallu que notre camarade Max Buset lance un suprême avertissement contre les jeunes cléricaux s'attaquant aux permanences du Parti Socialiste :

« A partir d'aujourd'hui, la classe ouvrière répondra du tac au tac. Local pour local... Prenez garde que demain les usines ne s'arrêtent et que les travailleurs ne viennent mettre le pied sur votre agitation ».

Mais là aussi, des tendances conciliatrices inspirées par des considérations de politique extérieure s'exercent en faveur d'une sorte de statu quo qui laisserait aux cléricaux crédits et privilèges au détriment d'une véritable laïcisation de l'École comme ont eu le courage de la réaliser en France les Jules Ferry, Paul Bert, J. Macé et Ferdinand Buisson avec l'appui total des masses ouvrières éclairées. C'est en effet la France républicaine qui a eu le mérite de légiférer, dans un pays catholique, en faveur d'une conception laïque, respectueuse de la liberté de conscience des enfants, des institutions scolaires. Cette école publique est devenue si populaire, elle répond si bien aux exigences de la liberté de croyance des familles qu'elle reçoit actuellement 85 % de la population enfantine des écoles primaires. Mais elle est néanmoins attaquée systématiquement par toutes les forces de conservation sociale. Il y a là une raison fort claire : l'Église romaine se présente comme le meilleur bouclier pour protéger les classes dominantes contre la montée lente mais certaine des forces socialistes. L'École laïque n'est que le symbole d'une possible libération des pauvres par leur propre effort. Derrière l'École, c'est le socialisme lui-même qui est visé; cependant, dans les rangs mêmes du prolétariat catholique, le socialisme démocratique fait des progrès; les exigences et les expériences de la lutte des classes portent des frères de combat à se retrouver côte à côte pour la transformation sociale alors même que leurs confessions religieuses tendent à les séparer; alors, les autorités ecclésiastiques interviennent parfois brutalement: c'est le cas de la Hollande, où la fraction catholique du Parti socialiste du Travail vient de répondre courageusement par un refus à l'injonction qui lui était faite de quitter le Parti.

Par contre, les nouvelles qui nous parviennent d'Australie sont plus inquiétantes puisque la fraction catholique du Parti travailliste, qui menait contre la direction du Dr Evatt une lutte acharnée depuis des mois, vient de se faire exclure (par 19 délégués contre 17) ; c'est la scission portée dans les rangs ouvriers par la volonté des catholiques australiens, liés aux catholiques américains et romains, alors que le Dr Evatt et ses amis sont solidaires du Parti Travailliste britannique en politique internationale. Il convient de souligner que certaines bureaucraties syndicales australiennes viennent de décider de supprimer leurs cotisations au Parti travailliste : la majorité de celui-ci s'est opposée à l'envoi de troupes australiennes en Malaisie. Il n'y a pas qu'en Australie que des bureaucraties syndicales se dressent contre une politique socialiste internationale. Même en Angleterre, certaines influences catholiques liées à une certaine politique internationale se font jour. Il convient donc, pour protéger l'unité socialiste et syndicale, de porter une attention scrupuleuse aux inspirations extérieures qui tenteraient de porter au sein du mouvement ouvrier les conflits impérialistes.

Ces exemples, que nous pourrions multiplier, posent au socialisme international des problèmes de doctrine et de tactique : il est trop évident que l'influence de l'Église sur des masses populaires encore nombreuses est une des causes de la consolidation du capitalisme, de la lenteur des progrès du socialisme dans certains pays ou certaines provinces. Est-ce à dire que le socialisme doit s'attaquer directement, comme l'ont fait certains anticléricaux d'origine bourgeoise, à la croyance même des prolétaires catholiques ? Non : toute croyance sincère est respectable et dans une certaine mesure explicable pour un socialiste. Il est d'ailleurs évident que le phénomène religieux se

manifeste encore plus dans les périodes de désarroi, de désorientation, de crise générale: les Eglises expriment le besoin d'évasion vers une sorte de consolation; c'est la vieille chanson qui berce la misère humaine; mais le socialisme ne peut pas se taire sur la véritable escroquerie dont sont victimes les malheureux prolétaires qui se bornent à la prière pour obtenir l'amélioration de leur sort, ou qui se laissent asservir moralement à un paternalisme débilitant et insultant pour la dignité de l'homme. Pendant des siècles et des siècles, munis de tous les pouvoirs temporels et spirituels, disposant de la suprême puissance et de richesses incalculables, l'Église catholique n'a pas résolu la « *question sociale* ». Elle a endormi de son mieux la révolte et la souffrance des malheureux. Elle s'est solidarisée officiellement avec toutes les inégalités, toutes les iniquités, qui étaient voulues par le Créateur comme autant d'épreuves préparant le salut éternel dans l'autre monde. Et pour bien s'assurer que les générations dociles accepteraient avec résignation et ferveur cette interprétation de l'univers, la maîtrise de l'éducation était nécessaire. Ce n'est pas là une sorte de malveillante insinuation à l'égard de l'Église : c'est le pape le plus éclairé de la fin du XIX^e, Léon XIII, qui explique ainsi lui-même la fonction sociale de l'Église, comme directement opposée à la menace socialiste :

« Il est nécessaire de réunir toutes les forces conservatrices pour arrêter les progrès du socialisme (1). ... Or, entre ces forces, la première, la principale de toutes, c'est celle que peut donner la religion et l'Église. Sans elle, les lois les plus sévères, les rigueurs des tribunaux, la force armée elle-même resteront vaines et insuffisantes... » (id.)

C'est le même « *pape social* » qui marque rigoureusement la limite infranchissable entre la « *démocratie chrétienne* » et la « *démocratie socialiste* » :

« En dehors de cette démocratie qui se nomme et qui est chrétienne le mouvement démocratique séditieux et athée s'avance vers un idéal tout autre par d'autres voies. Aux sociétés civiles qui le flattent et qui s'abritent dans son sein, il prépare des jours amers. Maintenant, l'action populaire chrétienne est, sur le même sujet, une force rivale, qui s'oppose au succès de l'autre, et très souvent le prévient. Si elle ne réussissait qu'à disputer le terrain à la démocratie socialiste, et à en circonscrire les pernicieuses influences, elle rendrait par cela seul un grand service à la société civile et à la civilisation chrétienne » (2).

C'est encore lui qui donne aux catholiques l'ordre d'entrer en tant que tels dans les compétitions politiques afin de faire élire leurs amis :

« Vous devez aussi faire vos efforts pour que, dans les Assemblées législatives, soient élus des hommes d'une religion et d'une vertu éprouvées, doués d'une grande persévérance, toujours prêts à soutenir les droits de l'Église » (3).

Enfin, et pour ne pas multiplier ces citations, qui marquent clairement les objectifs du cléricalisme, la liaison entre cette fonction de conservation sociale et le système d'éducation est mise en lumière par Pie IX, dans son Encyclique *Quanta Cura* (p. 8) :

« Enseignant et professant la funeste erreur, ils affirment que la société domestique ou la famille emprunte toute sa raison d'être du droit purement civil et, en conséquence, que de la loi civile découlent et dépendent tous les droits des parents sur les enfants, même le droit d'instruction et d'éducation. Pour ces hommes de mensonge, le but principal de ces maximes impies et de ces machinations est de soustraire complètement à la salutaire doctrine et à l'influence de l'Église l'instruction et l'éducation de la jeunesse, afin de souiller et de dépraver par les erreurs les plus pernicieuses et par toutes sortes de vices l'âme tendre et faible des jeunes gens. »

Ainsi, aucun doute n'est permis : c'est bien pour conserver sa domination sur l'enfance, et au service de la conservation sociale, c'est-à-dire directement en opposition avec le mouvement ouvrier socialiste que l'Église mène sa lutte systématique et obstinée contre la laïcité. Pour elle, le socialisme et la laïcité constituent d' « horribles fléaux ». Et « tous les gens de bien sans distinction de parti » doivent s'unir pour le combattre (Cf. *Rerum Novarum*). Si le socialisme ne méritait plus cet anathème; s'il ne relevait pas fièrement le défi ; s'il n'apparaissait pas aujourd'hui, et lui seul, comme l'authentique expression de toutes les forces de libération matérielle et intellectuelle de l'humanité, il serait condamné à disparaître, et avec lui toutes les valeurs de civilisation si péniblement conquises à travers des siècles et des siècles de dictature théocratique totalitaire.

Aucune hésitation n'est possible à ce sujet; non seulement le socialisme démocratique international doit relever l'insolent défi, mais encore il est en mesure d'interpréter les causes profondes, et les limites, de l'entreprise cléricale sur la société moderne.

INTERPRÉTATION SOCIALISTE.

Nous avons déjà esquissé ailleurs le rôle de l'Église dans la lutte des classes (4). Les grandes crises sociales, accompagnées d'un affaissement général de l'esprit critique lorsque la guerre et la dictature ont réussi à détruire les forces révolutionnaires, ont toujours pour conséquence d'affreux cortèges de désespoir, de crédulité, de résignation, de peur, d'« idolâtrie de l'autorité » (K. Marx). Alors, en notre vieille Europe, l'influence de l'Église catholique se renouvelle et s'étend ; le phénomène auquel nous assistons de nos jours n'est pas nouveau. Pendant des siècles et des siècles, l'Église catholique romaine a été la puissance dominante associée au destin de la société féodale. C'est dans ses rangs qu'il faut aller rechercher les traditions totalitaires les plus anciennes ; l'ombre de l'Empire romain accompagne son règne ; et jamais elle n'a abandonné l'espoir de redevenir cette énorme puissance monolithique, spirituelle aussi bien que temporelle, dominant sans partage les âmes comme les corps. Il faut voir dans la théologie catholique une première approximation cohérente d'une interprétation de la vie collective de l'humanité. Malheureusement, comme le fera l'« autre Eglise », celle du stalinisme, dont nous parlerons plus loin, elle aura la prétention d'extrapoler sa propre expérience méditerranéenne et de vouloir l'imposer au reste du monde. A ses yeux, les « hérétiques » ou les « infidèles » seront des exceptions accidentelles dans l'ordre universel voulu par le Créateur. Il faudra donc les supprimer, purement et simplement, par le fer et par le feu (ou par tous autres moyens raffinés, le mensonge, la balle dans la nuque, les camps de déportation, etc., diront les cléricaux staliniens).

Cependant, en dépit de tous les anathèmes, de toutes les inquisitions et de tous les bûchers, les transformations économiques et sociales du monde font éclater la prétention totalitaire du cléralisme catholique (comme elles feront éclater finalement, n'en doutons pas, la tyrannie stalinienne). Avec le XVI^e siècle, les manifestations de résistance prennent un caractère de masse ; dans les luttes sociales comme dans les guerres de religion ; nous renvoyons ici à l'excellent travail théorique, toujours valable, de notre regretté ami Otto Bauer (5). Cette analyse vivante et pénétrante est précisément dédiée à ces « *premiers socialistes* » que furent les anabaptistes, car ceux-ci, pour la première fois revendiquent la séparation des Eglises et de l'État ; ils vont même jusqu'à affirmer que « *toute propriété est un péché* ». Alors, un décret sanguinaire de Ferdinand 1^o de Habsbourg ordonne leur extermination complète ; ce qui fut fait avec une cruauté effroyable ; ces « *non-conformistes* » furent torturés, persécutés et brûlés jusqu'au dernier (en somme, c'étaient les « *trotskystes* » de l'époque par rapport à la religion officielle, obligatoire pour tous : ce simple rapprochement, en passant, pour inviter les travailleurs, et surtout quelques intellectuels « *Mandarins* » à réfléchir sur l'incompatibilité doctrinale profonde entre la laïcité et le stalinisme, du point de vue socialiste).

Quoi qu'il en soit, c'est de ce combat incessant contre le totalitarisme cléral dans le sein même de la société féodale, et du surgissement renouvelé des forces économiques et sociales dont les « *non-conformistes* » traduisaient les exigences croissantes, qu'est venue cette conquête de la civilisation moderne : la liberté de conscience.

C'est d'abord la bourgeoisie révolutionnaire qui se heurte durement à l'absolutisme féodal et cléral. D'ailleurs, il ne s'agit pas seulement d'une compétition entre deux idéologies : les intérêts matériels de l'Église, les propriétés de ses évêques, de ses abbayes, de ses monastères, de ses couvents, sont autant de raisons concrètes pour une identification totale entre la féodalité et l'Église catholique. Mais les forces de la bourgeoisie révolutionnaire se développent en même temps que les exigences rapides de la révolution industrielle ; et dans tous les domaines, bientôt, l'assaut est mené contre les structures et les idéologies du passé : défense des libertés individuelles fondamentales, surgissement d'une philosophie matérialiste ; schisme et lézardes irréparables dans le vieil édifice cléral romain ; guerres de religion ; guerre de Trente ans ; toutes les phases de cette transformation révolutionnaire conduisent à la destruction du monopole intellectuel et religieux de l'Église romaine ; au terme de l'évolution se trouvera l'égalité de toutes les Églises devant la loi, la reconnaissance du pluralisme des confessions. A noter, dans ce processus, la création de ce que notre ami, l'historien britannique F. A. Ridley, appelle « *l'élite des cadres contre-révolutionnaires professionnels* », c'est-à-dire la Compagnie de Jésus. Mais rien n'arrêtera désormais la montée générale de la classe révolutionnaire à la direction de l'économie et au pouvoir politique. On comprend alors les condamnations fulminantes de l'Église romaine contre ces « *libertés de perdition* » que comportent les principes de 1789. Et aussi la source réelle des conflits entre les « *deux pouvoirs* » : celui de l'Église et celui de l'État moderne. C'est Napoléon qui véhiculera les principes de 1789 derrière sa Grande Armée et qui ira même détruire en Espagne, en 1808, les tribunaux d'Inquisition. A travers tout le XIX^e siècle, la lutte va continuer entre deux tendances au despotisme, représentant d'une part l'Église et tous les vestiges de la contre-révolution, de la contre-réforme, tous les essais de Restauration, et celui de la bourgeoisie capitaliste, qui va de Napoléon à Bismarck et qui tend à contrôler son système d'éducation et de formation des cadres : c'est la naissance du prolétariat moderne, dans le sillage même du capitalisme industriel, qui va bientôt rapprocher les tendances antagonistes. La peur du « *spectre rouge* », la menace du « *socialisme* » va bientôt différencier les classes sociales selon un

dispositif nouveau: une fois encore, l'Église catholique va se porter au secours de la classe dominante contre la classe révolutionnaire; mais une fois encore, comme on l'a vu au cours de la Révolution française lorsque le petit clergé bénissait les arbres de la liberté, les contagions et les élans vers l'avenir se manifestent jusque dans les rangs des croyants sincères, qui ouvrent les yeux sur le rôle de leurs supérieurs de l'Église romaine, et osent le dire. L'un des exemplaires les plus admirables de ce genre de chrétiens c'est Lamennais, ce « *bonnet rouge planté sur la croix* » ainsi que le décrivait notre bon maître Bouglé. Lamennais, comme Flora Tristan, répétera que le peuple, pour se libérer, **doit s'unir** (Flora Tristan appelait cette condition indispensable **l'union ouvrière**). Et du premier coup, l'ardent orateur catholique posera la question cruciale que les travailleurs catholiques auront à résoudre de notre temps, et aussi les travailleurs staliniens : s'unir **en tant que classe** et non plus en fonction des croyances et des frontières confessionnelles et des Eglises... Lamennais ira même jusqu'à souhaiter, au même titre que Babeuf, en face des iniquités monstrueuses qui révoltaient sa conscience de chrétien, l'avènement d'un nouveau Spartacus pour diriger le combat libérateur des classes opprimées... En contrepartie de cette attitude solidaire des exploités et opprimés, la grande bourgeoisie va se précipiter dans les bras du Vatican dès les premiers combats entre la classe ouvrière et le patronat capitaliste. L'évolution de Thiers prototype le plus cruel, le plus impitoyable du possédant fanatique est à ce sujet significative: en 1828, il est pour l'expulsion des Jésuites; en 1850 il est pour le monopole clérical sur l'enseignement; en 1871, il mitraille et couche dans la tombe 35.000 communards. L'étape de 1850 est décisive : l'alliance entre la bourgeoisie ex-voltairienne et l'Église se scelle sur la question scolaire. On trouve dans le Mémoire Confidentiel des Evêques préparant la loi Falloux le cri du cœur et la raison d'être du cléricalisme :

« Tandis que le funeste enseignement égare les esprits les plus cultivés, la détestable influence des instituteurs primaires, couverts d'une inviolabilité inouïe, achève de jeter dans les populations des campagnes le venin de l'impiété et du socialisme.

Ce démocratisme sauvage qui nie tout pouvoir spécial, tous ces maux, on en convient maintenant, viennent en grande partie de l'éducation donnée à la jeunesse française depuis 50 ans. Tout esprit qui voit de haut les choses de cette terre doit être épouvanté pour le présent et pour l'avenir, pour l'Église et pour la Société... »

C'est alors qu'on institue le monopole clérical de l'enseignement, comme il existe encore en Espagne et en Italie. Cela n'empêchera pas la Commune et la naissance du mouvement ouvrier moderne. Il faut tenter autre chose : le Pape Léon XIII dont nous avons cité les objectifs antisocialistes propose aux catholiques une action sociale sur le plan même de la classe ouvrière : d'où les mouvements catholiques de Jeunesse, les syndicats chrétiens, les partis social-chrétiens: l'essentiel est de garder le contrôle sur une large fraction de la classe ouvrière. L'Action catholique devancera même dans certaines régions les préoccupations purement conservatrices d'un certain patronat matérialiste et réactionnaire. Mais le nombre croissant de capitalistes libéraux qui se rallient à l'Église, au moment où celle-ci opère son « *ralliement* » à la République bourgeoise, souligne très exactement le caractère de plus en plus accentué de la ligne de classe qui sépare les défenseurs inconditionnels de l'École laïque, les travailleurs, des cléricaux de toutes obédiences : cette évolution a été parfaitement exposée par Jaurès un peu avant la première guerre. Elle s'est encore accentuée au cours des quarante dernières années. La question posée aux travailleurs syndicalistes et socialistes est donc aujourd'hui sans équivoque : vont-ils à leur tour se laisser gagner par la contagion de « *ralliement* »

en considérant qu'après tout ces querelles autour de l'École publique sont d'un autre âge ? C'est impossible.

C'est d'autant plus impossible que dans les rangs même de la classe ouvrière une autre forme de cléricisme s'est développée sur les ruines de l'unité révolutionnaire du prolétariat ; une autre forme d'oppression matérielle et intellectuelle, un autre péril de dogmatisme totalitaire ont vu le jour. Entre l'Église de Rome et celle de Moscou seront-ils obligés de choisir ? Devront-ils se laisser diviser, déchirer, et détruire avec certitude en tant que forces de libération sociale, en s'alliant avec un cléricisme sous prétexte de réformes de la structure nationale de l'Europe, ou avec un autre sous prétexte de défense laïque ? Ce genre d'alliances ne peut conduire qu'à un désastre et c'est pour l'éviter dans toute la mesure du possible que nous tenons à mettre en garde les militants, alors qu'il en est encore temps, contre la tentation de choisir le chemin qui paraît le plus séduisant : bloc « *travailliste* » (?) entre démo-chrétiens et socialistes d'un côté, ou « *bloc laïque* » entre socialisme et stalinisme de l'autre. C'est au contraire en demeurant fidèle à la fois à ses traditions révolutionnaires les plus authentiques et à sa capacité de compréhension et d'intégration des éléments prolétariens aujourd'hui divisés par des influences cléricales extérieures que le socialisme démocratique international remplira le rôle qui lui revient. C'est en France que ce genre de problème a été posé le plus clairement depuis plus d'un siècle. C'est en France que se trouvera donc le champ de bataille décisif pour toute l'Europe. Une prise de conscience des masses populaires françaises au sujet de la signification des entreprises cléricales contre la laïcité et de leur traduction par rapport à la situation internationale n'est nullement impossible. Militants socialistes et syndicalistes s'y emploieront certainement.

CONSÉQUENCES TACTIQUES.

A aucun prix, tout d'abord, le Parti Socialiste ne devra chercher une atténuation quelconque à son programme fondamental pour essayer d'obtenir une alliance électorale ou parlementaire soit avec le cléricisme romain, soit avec le stalinisme. Toutes les traditions du Parti s'y opposent. Au moment où le Groupe Parlementaire, avec les brillants travaux des techniciens du Parti en matière d'enseignement, vient de déposer la proposition 10.390 portant réforme de l'Enseignement public, cette conséquence tactique de l'analyse ci-dessus doit être bien soulignée : en accord avec le mouvement syndical et les Associations des Parents des Elèves des Écoles publiques, il sera nécessaire d'envisager l'ensemble du problème, c'est-à-dire la nationalisation de l'enseignement. Il y a sur ce point continuité entre les décisions de nos congrès : l'excellente résolution de 1929, rapportée par Léon Blum (à Nancy), reprend et précise, en fonction même des agressions cléricales, les dispositions de 1912 :

« Le but que poursuit le Parti Socialiste est l'appropriation collective des moyens de production et d'échange par l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste (1). Sa politique est donc une politique de lutte de classe. »

Pour l'organisation des travailleurs en parti distinct, il fait appel à tous les exploités, sans faire de distinction entre les sexes, les races, les religions. Mais considérant que les Eglises organisées,

désireuses d'utiliser à leur profit la suprématie de l'Etat, mettant leurs représentants presque toujours au service de l'oppression capitaliste, sont amenées à intervenir dans l'action politique quotidienne...

Le parti socialiste doit défendre avec vigueur, avec passion, contre toutes les menaces, les institutions de laïcité ; ...si la Séparation des Eglises et de l'Etat est un fait accompli, la lutte pour la laïcité totale des services de la Nation n'est pas close et doit être poursuivie sans défaillance et jusqu'à ce que les Eglises et leurs défenseurs se tiennent strictement sur le terrain de la conscience individuelle. »

La motion fait ensuite obligation à tous les élus de repousser tous les crédits destinés à subventionner les cultes divers et de s'opposer à la reprise de toutes relations officielles avec les représentants du culte.

La lutte pour la liberté de conscience, pour la séparation des Églises et de l'État est naturellement la première à livrer par le socialisme dans les pays où existe encore une religion d'État. Mais ce n'est qu'une première bataille, elle ne suffit pas à résoudre tous les problèmes posés à un mouvement révolutionnaire ; celui-ci n'a de sens que s'il sait parfaitement calculer les étapes qui le conduiront à la véritable émancipation sociale. Et c'est aussi par rapport à celle-ci que doivent se traiter les questions de programme partiel et de programme intégral du Parti : une proposition partielle dans le domaine de l'éducation aurait-elle des chances d'atténuer le conflit fondamental entre les deux classes, celle des exploités et celle des exploités ? Certes, il est permis d'avoir cette illusion. Et plus encore en l'état actuel de division du prolétariat. Cependant, nous sommes plutôt en accord, sur ce problème tactique, avec Marx et Engels, qui, dans une circulaire envoyée en 1879 à Bebel, Liebknecht, Bracke et autres, traitaient précisément de ce sujet :

« Le programme ne sera pas abandonné, mais simplement ajourné, pour un temps indéterminé (disent certains auxquels répond le texte répond M.P.). On l'adopte, mais non pas pour soi-même et pour le présent, mais à titre posthume, comme un legs destiné aux générations futures. En attendant, on emploie « toute sa force et toute son énergie » pour toutes sortes de bricoles et de rafistolages de la société capitaliste, pour faire croire qu'il se passe quand même quelque chose et pour que la bourgeoisie n'en prenne pas peur. Ce sont les représentants de la petite bourgeoisie qui se présentent ainsi ».

Nous ne voyons en effet aucune raison pour rechercher à tout prix un accord avec des adversaires soit du socialisme, soit de la laïcité : il faut au contraire présenter tout le programme socialiste, et celui-ci comporte nécessairement la nationalisation de l'enseignement ; on nous permettra d'invoquer ici le témoignage direct de Léon Blum, qui a écrit la préface de « L'Église et l'École » et qui déclare :

« Je pense comme lui (comme l'auteur M.P.), et d'ailleurs comme tout le Parti, si je me réfère à la résolution unanime de Nancy, que le socialisme peut seul concevoir et créer un système d'éducation intégralement laïque, c'est-à-dire intégralement fondé sur la culture rationnelle de l'esprit, c'est-à-dire intégralement épuré de toute tradition religieuse comme de tout préjugé de classe. Je pense que la collectivité étant seule capable de dispenser un enseignement ainsi défini,

l'argument serait suffisant, même s'il n'en existait pas d'autres aussi forts, pour revendiquer en sa faveur une vocation exclusive du droit d'enseigner, et que l'idée de laïcité conduit ainsi par une déduction inéluctable à l'idée de la nationalisation de l'enseignement... »

C'est même la nationalisation de l'enseignement, en protégeant la liberté de toutes les consciences, qui mettrait fin à l'intervention de l'Église dans la vie politique aux côtés de la réaction sociale, ce qui oblige le prolétariat organisé à la considérer comme ennemie. Ce sont aujourd'hui les mêmes antagonismes qui se révèlent plus âpres, en raison même des espoirs internationaux du cléricalisme. Ce sont les mêmes solutions qui s'imposent : les travailleurs catholiques eux-mêmes seront amenés à comprendre que c'est le socialisme qui garantit le mieux leur liberté intérieure au contraire. En apparaissant comme l'auxiliaire du régime qui les exploite, après avoir justifié le servage médiéval et l'esclavage antique, l'Église catholique lie son sort à un système social condamné qui l'entraînera dans sa ruine. Aucun compromis, en tous cas, n'est concevable pour le socialisme : sacrifier la laïcité pour quelque raison que ce soit signifierait une abdication irréparable pour ses perspectives générales de libération de l'humanité par son propre effort.

L'existence, dans les rangs ouvriers, d'une autre forme de cléricalisme, le stalinisme, n'entraîne aucune atténuation à cette rigueur doctrinale et tactique : tout au contraire. Il est incontestable que le stalinisme a affaibli considérablement la capacité de combat de la classe ouvrière; il introduit en effet au cœur de celle-ci les méthodes mêmes de la contre-révolution : comme pour l'Église catholique au Moyen-Age, pour le stalinisme, l'hérétique est l'ennemi qu'il faut détruire ; toute opposition est « *impie* », monstrueuse, intolérable ; il faut donc la supprimer impitoyablement. Pour les deux cléricalismes, la vérité scientifique, la probité scientifique, l'objectivité, n'existent pas : ce sont les faits qui servent la cause qui comptent et méritent d'être retenus ; les autres, et surtout ceux qui gênent, doivent être ignorés ; on brûle les livres et on censure, on organise la congrégation de l'index et l'épuration des bibliothèques, on fabrique l'histoire, on arrache périodiquement des pages de l'Encyclopédie, on supprime le rôle de Trotsky dans la fondation de l'Armée Rouge comme le Père Loriquet passait sous silence la Révolution française tout entière. On dirige la recherche scientifique à coups de décrets, et on chasse les modernes Galilée des universités où ils pourraient propager des idées subversives, c'est-à-dire en contradiction avec les « *idées* » du Chef Génial, infaillible et omniscient... Enfin, quant à l'éducation proprement dite, à la valeur de la personnalité formée par les deux cléricalismes (mais fort heureusement il y a toujours des « *rebelles* »), il convient de reprendre, sur les deux fronts, les termes mêmes de Karl Marx (12 septembre 1847. D.B.Z.) :

« Les principes sociaux du christianisme prêchent la lâcheté, le mépris de soi, l'abaissement, la soumission, l'humilité, bref toutes les qualités de la canaille. Le prolétariat qui refuse de se laisser traiter en canaille a besoin beaucoup plus de son courage, de son respect de soi, de sa fierté et de son goût de l'indépendance que de son pain. Les principes sociaux du christianisme sont sorniois; le prolétariat est révolutionnaire ».

En sorte que lorsque le stalinisme se présente à nous avec les défroques du cléricalisme et du jésuitisme, c'est un retard de quatre siècles sur l'évolution de l'humanité civilisée qu'il voudrait nous imposer : il ne fait qu'imiter les manifestations de dégénérescence d'une société incapable de

regarder ouvertement le monde tel qu'il est ; il cultive les attitudes de servilité et de résignation qui ont toujours été dénoncées par toutes les avant-gardes révolutionnaires. Il transforme en pantins sans personnalité ni caractère des savants assez imprudents pour accepter cette tutelle ridicule. Quelle est l'opinion, par exemple, de Frédéric Joliot-Curie sur la bombe atomique ? En 1945, c'est une arme formidable, et puis ensuite, à Stockholm, c'est une barbarie sans nom ; et puis la bombe H menace l'existence de toute l'humanité... et puis non, elle ne menace que le capitalisme... Le moment est venu pour le socialisme international de reprendre le drapeau de la libre investigation dans tous les domaines contre tous les dogmatismes, tous les obscurantismes, toutes les congrégations de profiteurs et de parasites qui faussent la réalité pour dissimuler à leurs victimes les iniquités sociales.

Mais il faut, pour que cette lutte sur les deux fronts soit victorieuse, que le socialisme prenne pleinement conscience de ses possibilités et de ses responsabilités : une classe révolutionnaire qui ne peut compter que sur elle-même doit combattre impitoyablement toutes les manœuvres d'enveloppement, de mensonge, de corruption ou de séduction de l'ennemi. En premier lieu, il lui faut faire son unité profonde autour de son école laïque ; toutes les forces sociales qui ont intérêt à l'organisation d'un enseignement objectif, respectueux des croyances, et valable pour tous les enfants sans distinction se retrouveront d'autant plus aisément pour le développement des institutions scolaires laïques qu'il s'établira entre elles un contrat spontané de tolérance et de loyauté mutuelle à l'égard de ce qui est. C'est une véritable rééducation nécessaire aussi pour les adultes, et que l'École laïque devra préparer, que la reconnaissance des diversités de croyance, de couleur, de traditions, d'idéal... Les dogmatiques, les totalitaires, les autoritaires sont choqués par tout ce qui est « *autre* ». Le laïque éducateur ou militant, cherche à connaître et à découvrir, derrière ces diversités respectables, ce qu'il y a cependant de commun, l'homme, équivalent en droits à un autre homme ; il considère l'enfant non plus en fonction de son Église, de son État, mais par rapport à ce qu'il sera lui-même, et en fonction de sa capacité de libre détermination.

La conciliation entre les deux orientations est impossible. L'une, la cléricale, postule que l'humanité ne peut pas découvrir elle-même la voie de son salut : il lui faut le concours d'un Être Suprême, ou diront les staliniens, d'un Chef Génial... Tandis que les laïques et les socialistes postulent au contraire que c'est seulement dans ses propres tâtonnements, dans ses erreurs mêmes que l'humanité doit trouver la possibilité de dominer son propre développement, sa maîtrise sur l'Univers et sur la société. A ces différents cléricalismes s'ajoutent même parfois des bureaucraties puissantes, qui cherchent, elles aussi à « *excommunier* » l'hérétique, celles dont Marx, dans sa Critique de la philosophie de l'État de Hegel (p. 456) rappelle « *l'esprit foncièrement jésuitique, théologique* » ... Les Jésuites de l'État, les théologiens de l'État constituent en effet la « *République-prêtre* ». Leur réflexe de défense est le Décret d'Inquisition et la Suppression. Mais les socialistes et les syndicalistes peuvent se prémunir contre ce nouveau danger par un retour permanent aux méthodes de libre détermination et de démocratisation. On ne combat les tendances liberticides avec efficacité que par des méthodes de liberté. C'est donc la même attitude qu'ils auront à l'égard des travailleurs catholiques et des travailleurs staliniens : la libre discussion et la mise en évidence de ce qu'il y a de commun chez les travailleurs, chez les hommes victimes des mêmes iniquités, des mêmes aliénations ; l'appel constant aussi à ce qui doit être la personnalité, l'individualité de chacun, son propre jugement, son appréciation originale des faits et des devoirs de solidarité prolétarienne. Les croyances et les idéologies différentes dans les rangs d'une classe exploitée sont des produits d'une évolution antérieure : les heurter de front ne conduit qu'à un blocage des possibilités de contact ; il

faut considérer même le phénomène religieux en socialiste pour comprendre ce que *représente* « *ce soupir de la créature accablée, le cœur d'un monde sans cœur, l'esprit d'une existence sans esprit, l'opium du peuple* » (K. Marx, *Philosophie du Droit*, 1844). Mais cette appréciation du phénomène vu de l'extérieur par un observateur affranchi doit comporter en même temps la reconnaissance d'une existence intérieure qui mérite le respect dans la mesure même où elle a dépassé le stade du fanatisme conquérant et agressif à l'égard d'autrui. Libre à chacun de cultiver sa propre métaphysique ou de s'en passer, l'essentiel est de se mettre au travail côte à côte, et sans attendre, pour transformer la structure sociale afin de libérer les esclaves modernes. La défense du niveau de vie, de la liberté, de la paix constitue autant d'occasions pour rassembler les travailleurs sur leur terrain de classe. La séparation des prolétaires en organisations différentes selon les exigences confessionnelles sera le premier obstacle à surmonter. Pourquoi donc une organisation confessionnelle, ou stalinienne, si nous sommes convaincus que nous avons besoin de toutes nos forces, et qu'il n'y a pas d'autre méthode, pour déterminer notre action, que la consultation démocratique et libre de tous ? Là se trouve le test de la bonne foi à l'égard de la classe exploitée dans son ensemble ; là se lit le fait qu'on a préféré la secte, ou l'Église ou l'appareil, à la classe elle-même. Et cette sorte d'éducation peut être préparée sur les bancs de l'École laïque, non pas en posant ce genre de problème, mais indirectement, en créant chez l'enfant et l'adolescent le besoin de se décider en connaissance de cause, après avoir entendu ou recueilli tous les éléments contradictoires d'une décision, le besoin de n'être pas seulement un serviteur docile d'une machine quelconque dont on ne comprend pas le mécanisme ni la raison d'être, mais un être capable de penser et d'agir par lui-même. Au surplus, il n'y a pas de problèmes avec des catholiques ou d'anciens communistes qui sont déjà dans les rangs du socialisme international parce qu'ils ont reconnu en lui la grande école mutuelle par laquelle doivent nécessairement passer tous ceux qui aspirent à une vie de plus en plus libérée. Ils ont décidé, ces catholiques ou ces communistes, de faire comme Lamennais: « *J'ai abandonné le christianisme pontifical pour le christianisme de la race humaine* ». Alors, nous sommes avec eux comme ils sont avec nous et certains portent encore plus douloureusement que nous « *la blessure de leur temps* », car ils ont eu plus de peine que nous à quitter leur Église, cette « *sauvegarde* », mais aussi cette étouffante protection...

Dans cette conception générale de l'éducation laïque considérée comme la préparation nécessaire à toutes les transformations démocratiques conscientes des structures sociales, le rôle du syndicalisme universitaire est évidemment essentiel. Les travailleurs de l'enseignement se trouvent placés au cœur même d'un service public d'importance décisive, et ils sont en ce sens chargés d'une double responsabilité : à l'égard de la communauté qui leur confie le sort des enfants, et dont ils doivent assurer loyalement la formation et la préparation à la vie démocratique ; et à l'égard de leur classe, dont ils doivent se sentir solidaires, aussi bien dans ses luttes quotidiennes que dans ses perspectives les plus ambitieuses. C'est en assurant correctement et pleinement la première tâche qu'ils serviront le mieux la seconde ; ils doivent donc se garder rigoureusement d'introduire à l'école les querelles et propagandes qui divisent les familles ; mais ils doivent également se protéger eux-mêmes et protéger leurs élèves contre les déformations, les pressions, les ignorances calculées qui résultent de l'existence ou de la volonté des classes privilégiées. Ce genre de préparation à leurs tâches délicates et fécondes est déjà entrepris par des initiatives syndicales prospères : les publications pédagogiques, les ouvrages scolaires, les coopératives scolaires, les revues pour enfants, les œuvres post-scolaires, les colonies de vacances, etc.. etc.. Autant de moyens d'action directe en vue de compenser, dans l'intérêt de l'enfant, les déterminismes d'un régime social dans lequel la frontière et les privilèges de l'argent sont encore trop évidents.

Mais cet aspect syndical de la défense et du développement des œuvres laïques doit aujourd'hui s'insérer dans une prise de conscience internationale du front de bataille : il ne suffit plus, à notre époque de bouleversements rapides dans les conditions de la production, de l'éducation et de la lutte de classe, de limiter son horizon aux bornes d'un étroit corporatisme, ou aux frontières nationales ; c'est l'ensemble de l'évolution de l'humanité qui doit être aperçu par les travailleurs, et en premier lieu, par les éducateurs ; et c'est en liaison étroite avec la diversité fabuleuse des forces d'émancipation qui montent partout qu'une véritable contre-offensive laïque et socialiste peut, et doit bloquer l'entreprise réactionnaire de tous les cléricatismes.

En d'autres termes, nous considérons la bataille laïque comme l'une des phases les plus significatives d'une bataille de classe internationale pour la paix et la liberté: à l'heure où l'on parle beaucoup, dans certains milieux qui ne sont pas tous socialistes, d'intégration européenne ou autre, il convient donc de tenter, entre socialistes, syndicalistes et laïques cette première « *intégration* » de nos perspectives de classe afin que tout progrès sur un plan puisse entraîner un progrès correspondant sur l'autre. Si cet effort n'est pas tenté, nous sommes tous menacés de « *désintégration* » rapide... et nous serons vaincus en ordre dispersé.

LA BATAILLE LAÏQUE ET LE TROISIÈME CAMP.

L'éducation laïque doit contribuer à former des générations capables de décider elles-mêmes, démocratiquement et lucidement, de leur sort et de celui de l'humanité tout entière. Le syndicalisme et le socialisme d'aujourd'hui ne peuvent continuer à demeurer au-dessous de cette condition essentielle de leur progression: si chaque prolétariat s'associe à sa bourgeoisie exploiteuse ou à sa bureaucratie totalitaire, il est évident que l'émancipation par rapport à la tutelle idéologique et politique des Églises perd son sens: puisqu'on retomberait, au sujet des questions cruciales de notre temps, la guerre et la paix, la tyrannie et la liberté, la misère et le bien-être, à l'alignement avec une Église ou avec l'autre, dans un camp ou dans un autre. A quoi bon se battre pour la laïcité si le stalinien doit se comporter comme un esclave obéissant à l'égard des ordres que lui envoie la hiérarchie de son Église, et qui le placeront aux heures décisives, aux côtés des pires réactionnaires fascistes et cléricaux (par exemple contre P. Mendès-France ou contre Ch. Pineau). A quoi bon lutter pour la laïcité si, d'autre part, une certaine conception de la « *sécurité* » vous place nécessairement dans le même camp que Franco, soi-disant pour défendre le « *monde libre* ». Toute bataille laïque engagée en dehors d'une véritable perspective internationale risque fort d'être rapidement perdue ; au contraire, si elle est considérée comme un secteur important d'une bataille plus vaste, elle a de grandes chances d'être victorieuse, et en outre, de contribuer elle-même à des victoires plus importantes sur le champ international de la lutte de classe. Et pour commencer, elle oblige les combattants à revenir aux sources profondes de leur inspiration ; elle les replace automatiquement sur le plan de leur tolérance mutuelle, de leur participation volontaire à une œuvre qui dépasse chaque fraction, chaque idéologie particulière, chaque clan... Pour bien fixer, dans le concret, cette donnée essentielle, la « *coexistence* » nécessaire et pacifique de tous les éléments ouvriers se réclamant de la démocratie intérieure, observons l'attitude de deux puissants mouvements syndicaux en face d'une question internationale comme la remilitarisation de l'Allemagne et la course aux armements. Prenons, pour éviter toute polémique entre nous, l'attitude des syndicats

allemands et celles des syndicats américains : les premiers sont énergiquement hostiles à cette remilitarisation qui risque de compromettre définitivement la réunification de leur pays ; les seconds (du moins l'A.F.L.) insistent ouvertement auprès des travailleurs allemands pour qu'ils se laissent remilitariser. Nous sommes ici au cœur même de notre sujet: une éducation laïque et démocratique internationale devrait considérer que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est absolu : même s'il se trompe, il n'appartient à personne, de l'extérieur, de dicter sa ligne de conduite au prolétariat allemand; au contraire, toute politique internationale raisonnable et autonome doit tenir compte de cette résistance; sans doute celle-ci gagnerait à s'exprimer au nom de la solidarité internationale des exploités et pas seulement au nom des intérêts du peuple allemand, si légitimes soient-ils. Sans doute aussi, devrait-on voir s'affirmer plus énergiquement partout cette volonté farouche de refuser la marche à la guerre comme moyen de résoudre quoi que ce soit, encore plus à l'ère thermo-nucléaire qu'antérieurement. Mais la première découverte à faire, pour le mouvement ouvrier international, et particulièrement pour le mouvement ouvrier américain, c'est celle d'une politique autonome de classe, valable pour tous les travailleurs, pour tous les peuples, au service de la liberté et de la paix aussi bien pour le peuple russe que pour le peuple américain et pour tous les autres; c'est qu'il est impossible de définir cette politique commune si l'on se contente de suivre les inspirations diplomatiques de ses propres classes dominantes. Car alors, chacun suivra son inspiration vers le moindre mal ; des peuples résignés accepteront la tyrannie stalinienne pour ne pas revenir à l'insécurité capitaliste ; et d'autres peuples résignés accepteront de se mettre au service des militaristes occidentaux pour les charger de protéger leurs libertés, mêmes relatives. Dans les deux cas, l'abdication est éclatante ; dans les deux cas, la peur ou l'aveu de faiblesse et d'impuissance sont à l'origine de la démoralisation et de l'obéissance plus ou moins passive. Et l'humanité continuera à descendre la pente vers la barbarie atomique, et les pauvres conquêtes de la laïcité seront emportées comme fétus de paille dans le dispositif général de dégradation des libertés démocratiques et d'infiltration totalitaire et clérical dans tous les domaines. Une véritable ligne de résistance, une stratégie générale capable de contre-attaquer victorieusement, sur tous les fronts, contre le stalinisme dans les rangs ouvriers, contre l'union sacrée et la docilité à l'impérialisme capitaliste dans les pays démocratiques, exigent donc la reconquête de l'autonomie de pensée et d'action du mouvement ouvrier dans tous les domaines, à commencer par le domaine qui commande tous les autres, celui de la politique internationale. On ne défendra efficacement les institutions que si l'on se place sur le terrain de l'indépendance totale du mouvement ouvrier à l'égard de tous les gouvernements et de toutes les Églises ; et pour réaliser cette indépendance totale, il faut se porter résolument sur la ligne internationale du « *troisième camp* », le camp de tous les opprimés contre tous les oppresseurs.

Ces idées surgissent d'ailleurs des rangs du mouvement ouvrier lui-même et nous pourrions citer de nombreux témoignages. L'un des plus émouvants est celui de nos camarades socialistes et syndicalistes espagnols, bien placés pour voir, avant beaucoup d'autres, la liaison indissoluble entre laïcité et troisième camp. Car ils ont été trahis successivement par l'Église stalinienne, puis par celle de Rome, par l'Est comme par l'Ouest. Notre camarade Luis Hernandez critiquait ainsi récemment avec beaucoup d'à-propos une brochure de l'A.F.L. (faite par Mathew Woll) qui prenait position contre l'admission de la Chine communiste à l'O.N.U. au moment même où les Etats-Unis font campagne pour l'admission de Franco à l'O.N.U. Singulière identification d'un mouvement syndical puissant avec la politique impérialiste de son gouvernement ! Luis Hernandez réplique: « *Le rôle du mouvement syndical ne doit pas être d'encourager la politique nationaliste de son propre gouvernement, mais au contraire de rechercher à tout moment les occasions de solidarité internationale des travailleurs* ». Le redressement constant des organisations internationales

ouvrières pour qu'elles en finissent avec ce genre de docilité aux grands impérialismes qui s'affrontent est donc l'un des aspects de la bataille pour la laïcité : si le mouvement ouvrier libre ne se dégage pas de ses liens avec un camp ou avec l'autre (car la condition est ici exactement identique pour les fractions stalinisantes), il y a de grandes chances que la bataille laïque soit sacrifiée et perdue parce que les grands blocs antagonistes auront imposé leur loi et déchiré ou paralysé tout véritable mouvement international indépendant. Mais rien n'est perdu si l'action de classe elle-même s'inspire peu à peu des exigences de l'esprit démocratique, qui doit considérer l'état actuel de diversité des tendances dans le mouvement ouvrier comme une réalité à analyser, à comprendre, et à dépasser par un effort de libre coopération. Ce sont surtout les grandes organisations, qui ont tendance à confondre la prospérité de leurs maîtres avec la supériorité politique de leurs conceptions, qui devront faire effort pour tenir compte de l'opinion des minorités décimées, exilées, vaincues au cours des combats précédents, mais par là même mûries et mieux préparées aux prochaines exigences de la lutte internationale de classe.

Tout reviendra finalement à un choix impératif entre la confiance d'une classe révolutionnaire en ses propres méthodes et la confiance que ses éléments les moins évolués continueront à exprimer à leurs Églises, leurs bureaucraties, et à des forces militaristes et impérialistes nettement contre-révolutionnaires. Les défaites de l'internationalisme prolétarien au cours de deux grandes guerres mondiales ont évidemment créé un complexe d'infériorité, un doute angoissant chez de nombreux prolétaires. Mais il faudra bien pourtant qu'on en revienne à la claire affirmation de la fameuse « *Adresse inaugurale* » (1864):

« Les travailleurs doivent se mettre au courant des mystères de la politique internationale, surveiller la conduite diplomatique de leurs gouvernements respectifs, la combattre au besoin par tous les moyens en leur pouvoir et enfin lorsqu'ils seront impuissants à rien empêcher, s'entendre pour une protestation commune... Et revendiquer les lois de la morale et de la justice qui doivent gouverner les relations des individus comme la règle suprême des rapports entre les nations ».

La classe ouvrière internationale doit donc définir sa propre politique internationale ; les grands impérialismes ont manifestement mis en lumière ce qu'on pouvait attendre de leur « *Club des cinq millions* », lorsqu'ils ont cyniquement traité les peuples comme des troupeaux, à Yalta ou ailleurs. L'heure est venue de dénoncer sur ce point aussi bien l'Est que l'Ouest, c'est-à-dire les gouvernements de colonisateurs et d'exploiteurs. Et d'appeler à la solidarité, à la collaboration active, à la résistance et aux revendications fondamentales tous les travailleurs qui doivent aujourd'hui faire la preuve de leur capacité démocratique et révolutionnaire. Le retour à l'indépendance à l'égard des deux blocs ne pourra que renforcer la tendance à l'indépendance idéologique, à la révision permanente, expérimentale, des doctrines et des méthodes ; or cette renaissance sera facilitée par le développement des institutions laïques. La classe ouvrière rencontrera sur tous les plans les mêmes ennemis ; qu'elle se garde donc des compromis ici ou là : elle y perdrait ses chances de rassembler toutes les valeurs, toutes les forces neuves, à commencer par la jeunesse laborieuse et estudiantine, qui a intérêt à forger une société d'hommes libres, capable de maîtriser la misère, le despotisme et la guerre.

C'est l'Église catholique elle-même qui nous invite à cette prise de conscience internationale de la bataille laïque (le prochain pape sera-t-il américain ? Quel joli sujet de méditation sur le transfert aux États-Unis du centre de gravité du monde capitaliste !). Nous refusons quant à nous, socialistes, de laisser se poser l'alternative entre l'Église de Rome et celle de Moscou. C'est le retour aux techniques de libre investigation, de tolérance, de respect des diversités au sein du mouvement des classes laborieuses, de libre détermination démocratique et de solidarité internationale qui doit permettre, à nos yeux, une renaissance rapide de la capacité politique des travailleurs. Ils ne sont aujourd'hui impuissants et menacés, leurs conquêtes les plus précieuses comme la laïcité de l'éducation ne sont en danger que parce qu'ils se sont laissés diviser par les conflits de leurs maîtres d'esclaves, parce qu'ils ont trop aisément adopté les compétitions et antagonismes de leurs classes ou bureaucraties dominantes. La gravité même du danger doit permettre une clairvoyance accrue et la découverte des alliés latents; dans cette société en pleine transformation, à l'aube d'une révolution technique formidable (la conquête de l'énergie atomique d'où peut sortir le meilleur comme le pire), alors que des centaines de millions de travailleurs à peau colorée sont en marche vers leur émancipation, la bataille laïque en France et en Europe doit prendre toute sa signification symbolique: il y a des gens qui ont intérêt, comme le faisaient autrefois les guerriers Scythes pour mieux garder leurs prisonniers en esclavage, à crever les yeux des exploités pour mieux maintenir leur système d'exploitation. Les laïques, les syndicalistes et les socialistes relèvent ce défi insolent. Nos alliés sont innombrables. Dans tous les pays, on commence à se rendre compte que la lutte contre le totalitarisme stalinien ne peut être entreprise victorieusement que par la classe ouvrière elle-même et pour ses propres objectifs. On commence à retrouver les traditions révolutionnaires authentiques du passé ; à regarder au-delà de la stupide et bornée conservation pure et simple d'un ordre social criblé d'iniquités révoltantes. En face des forces de « l'ordre », de la « stabilité », de la coercition permanente, par un travail lent mais insaisissable et invincible de libre réflexion et de libre critique, tout ce qui est verrouillé, artificiel, imposé de force par la violence ou la pression de conscience apparaît comme fragile, et condamné à disparaître. Le pouvoir politique des Eglises, celui des bureaucraties totalitaires, celui des colonialismes colonisateurs et des militarismes destructeurs de richesses sont déjà mis en cause par le lent surgissement universel des besoins de bien-être et de liberté. Le rôle des minorités lui-même apparaît aux esprits clairvoyants comme indispensable et salutaire ; c'est le grand spécialiste américain des questions russes, George F. Kennan, qui le signale :

« Un trop grand besoin de symétrie et d'ordre, une trop forte insistance sur l'uniformité et la conformité ; trop peu de tolérance pour l'atypique et le phénomène minoritaire : tout cela peut savonner la pente sur laquelle les nations glissent vers le totalitarisme ». (6)

Or une éducation laïque et un régime de démocratie politique sont précisément destinés à permettre l'expression de toutes les pensées, de toutes les opinions comme dans une société ouverte, ayant confiance en l'humanité elle-même pour déterminer la marche de son destin. Les adversaires de cette conception basique se trouvent aujourd'hui dans les rangs des classes privilégiées qui cherchent à imposer leurs vues dogmatiques totalitaires dans la formation des esprits. Ils se trouvent dans les rangs des appareils de gouvernement qui ne pensent qu'à la dictature policière ou militaire pour étouffer les oppositions ; ils se manifestent par des législations d'exception, par l'écrasement des minorités non-conformistes, et finalement par l'entreprise la plus spectaculaire que nous ayons vue depuis longtemps contre les institutions scolaires laïques de notre République. Tous ces adversaires de la laïcité se définissent ainsi comme des ennemis conscients et déclarés de l'émancipation des travailleurs. Tous préparent un nouveau massacre pour arrêter encore une fois la

marche de l'humanité vers une organisation socialiste de l'économie garantissant à tous bien-être et liberté. Il est donc tout naturel que le socialisme international prenne conscience de ses responsabilités et organise, dans tous les domaines, sa propre réplique, constructive, créatrice, libératrice au « *monde de la puissance* » (7) et à tous les calculs insidieux. Une humanité qui veut être libre, et non plus détruire et opprimer, qui veut jouir des fruits de ses conquêtes pacifiques, et continuer à se débarrasser des angoisses primitives pour aménager enfin son propre domaine, oui, cette humanité maîtresse de son destin est au bout de nos longs combats (8).

Notes:

(1) Léon XIII. Lettre à l'Episcopat italien in *La Cité Chrétienne d'après les enseignements pontificaux*, par Henri Brun, approuvé par le Card. Gasparri. 9-4-1924, p. 103.

(2) Léon XIII: *Allocution au Cardinal Oreglia*, T. VII, p. 1968.

(3) Léon XIII: *Lettre aux Evêques de Hongrie*, T. III. p. 234.

(4) Marceau Pivert : *L'Eglise et l'Ecole*. 1932.

(5) Otto Bauer : *Le Socialisme, la Religion et l'Eglise*. 1928.

(6) Extrait de « *Totalitarisme* » publié sous la direction de Cari J. Friedrich.

(7) Expression de Camus.

(8) A titre d'exercice de vérification des thèses générales exposées ci-dessus je suggère l'étude des relations entre la guerre d'Indochine (et la situation actuelle) et le rôle des Missions Catholiques, de d'Argenlieu, de Diem, en rapport avec les différents et successifs impérialismes qui ont ensanglanté ce malheureux pays.